

Unité départementale du Val-d'Oise
Immeuble Jacques Lemercier
5 avenue de la Palette
95010 Cergy-Pontoise

Cergy-Pontoise, le 25/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ZITOUNTERK Ahmed (casse auto)

chemin de la piste
95500 Bonneuil-En-France

Références : ud95-2025-0406
Code AIOT : 0006507389

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/05/2025 dans l'établissement ZITOUNTERK Ahmed (casse auto) implanté chemin de la piste et 6 et 8 bis chemin de la couture 95500 Bonneuil-en-France. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ZITOUNTERK Ahmed (casse auto)
- chemin de la piste et 6 et 8 bis chemin de la couture 95500 Bonneuil-en-France
- Code AIOT : 0006507389
- Régime : Autorisation

La casse Zitounterk est un centre de traitement de véhicules hors d'usage (VHU) soumis à Enregistrement. L'exploitant stocke également des véhicules en attente de décisions d'assurances.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- VHU

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Rétentions	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25	Demande d'action corrective	4 mois
3	Collecte des eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 27	Demande d'action corrective	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Etat des stocks de produits dangereux	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 9	Sans objet
4	Dépollution	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 42	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant s'est engagé sur un chantier d'agrandissement de sa société qui fait l'objet d'un porter à connaissance. Les échanges à ce sujet ont permis de constater les différentes avancées de ce projet, et notamment les éléments ayant fait l'objet d'une demande de complément.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des stocks de produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 9
Thème(s) : Situation administrative, Etat des stocks
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.</p> <p>Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de dangers conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et mélanges dangereux.</p> <p>_____</p> <p>Non-conformité n°1 relevée lors de l'inspection du 6 octobre 2023 : Contrairement à l'article 9 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012, l'exploitant ne dispose pas d'un état des stocks conforme à la prescription.</p>

Constats :

L'inspection a constaté que la cuve de gasoil n'était pas sur l'état des stocks. L'exploitant a expliqué que cette cuve était très régulièrement utilisée pour faire le plein des engins, et ne pouvait pas faire l'objet d'un suivi permanent de son niveau de remplissage. L'inspection a rappelé que l'état des stocks était un indicateur des produits et dangers présents pour les services de secours en cas de sinistre.

L'exploitant a transmis par courriel en date du 23 juin un état des stocks informel intégrant cette cuve de gasoil. L'exploitant a rappelé que ces informations étaient stockées dans un cloud et étaient donc disponibles hors des locaux ou en cas de perte d'utilité.

L'inspection rappelle qu'il convient de disposer d'un document formel, présent dans le dossier d'établissement et disponible en toutes circonstances.

La non-conformité 1 relevée lors de l'inspection du 6 octobre 2023 est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25

Thème(s) : Risques chroniques, Rétentions des aires et locaux de travail

Prescription contrôlée :

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulement susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

Non-conformité n°2 relevée lors de l'inspection du 6 octobre 2023 : Contrairement à l'article 25 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012, l'exploitant ne dispose pas de dispositif à même de retenir les eaux d'extinction en cas de sinistre. L'exploitant mettra en place les mesures techniques à même de le garantir.

Constats :

Lors de la visite de site, sur la zone de dépollution, l'inspection n'a pas constaté d'écoulement d'hydrocarbures bien que le sol soit gras. L'inspection a rappelé à l'exploitant que la présence de nombreuses fissures ne garantissait pas l'intégrité de la rétention en cas de présence d'eau d'extinction. L'exploitant a déclaré que de nombreux travaux étaient en cours, sur la nouvelle parcelle objet du dossier d'enregistrement mais qu'il était prévu de traiter ces fissures.

La non-conformité n°2 relevée lors de l'inspection du 6 octobre 2023 est maintenue. Un ultime délai de 4 mois est accordé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois

N° 3 : Collecte des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 27
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales
Prescription contrôlée : <p>Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique.</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les aires d'entreposage, les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat (débourbeur-déshuileur) permettant de traiter les polluants en présence.</p> <p>Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>-----</p> <p>Non-conformité n°3 relevée lors de l'inspection du 6 octobre 2023 : contrairement à l'article 27 de l'arrêté ministériel du 26/11/2012, l'exploitant ne s'est pas assuré que les eaux issues du passage dans le débourbeur étaient convenablement traitées avant d'être rejetées dans le réseau d'eau pluviale. L'exploitant devra mettre en place les mesures organisationnelles à même de garantir que des huiles ne soient pas lessivées en cas de forte pluie ou de lavage de la parcelle.</p> <p>Non-conformité n°4 relevée lors de l'inspection du 6 octobre 2023 : contrairement à l'article 27 de l'arrêté ministériel du 26/11/2012, l'exploitant ne s'est pas assuré que les écoulements de ses stocks soient collectés par un réseau spécifique et traités par un dispositif de traitement adéquat. L'exploitant mettra en place les mesures techniques pour y remédier</p>
Constats : <p>L'exploitant a présenté les factures des bordereaux d'évacuation des déchets issus des débourbeurs. Il a par ailleurs expliqué que la périodicité de leur curage avait été réduite à 1 mois. L'inspection a procédé à une visite par sondage et a demandé à inspecter le débourbeur de la zone de dépollution. Lors de la précédente inspection, il avait été constaté qu'il était particulièrement chargé en huile moteur. Lors de l'inspection du 27 mai 2025, l'inspection a constaté qu'une fine pellicule d'hydrocarbures était présente, mais qu'il n'y avait essentiellement que de l'eau. Ainsi, l'inspection note que l'exploitant vide régulièrement le débourbeur afin de garantir son bon fonctionnement.</p> <p>Ainsi, la non-conformité n°3 relevée lors de l'inspection du 6 octobre 2023 est levée.</p>

Toutefois, l'exploitant n'est pas en capacité de justifier que l'ensemble des écoulements issus de son activité ne soit collecté et traité par un réseau spécifique.

La non-conformité n°4 relevée lors de l'inspection du 6 octobre 2023 est maintenue. Un ultime délai de 4 mois est accordé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois

N° 4 : Dépollution

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 42

Thème(s) : Situation administrative, Dépollution

Prescription contrôlée :

Dépollution, démontage et découpage.

L'aire de dépollution est aérée et ventilée et abritée des intempéries. Seul le personnel habilité par l'exploitant peut réaliser les opérations de dépollution. La dépollution s'effectue avant tout autre traitement.

Non-conformité n°5 relevée lors de l'inspection du 6 octobre 2023 : Contrairement à l'article 42 de l'arrêté ministériel du 26/11/2012, l'exploitant a fait intervenir des personnels non formés pour réaliser des opérations de dépollution.

Constats :

L'inspection n'a pas constaté la présence de personnel non autorisé sur la zone de démontage des véhicules. L'inspection a rappelé l'importance de disposer des justificatifs de formation pour tous les agents intervenant directement sur les VHU.

La non-conformité n° 5 relevée lors de l'inspection du 6 octobre 2023 est levée.

Type de suites proposées : Sans suite